Bourse

La SEMC ouvre davantage son capital aux petits investisseurs

P04



Startup News
La startup au coeur du developpement
400 fcf
Directeur de Publication : Raissa Fouda / Edition N° 024 du 19 mai 2026

Entreprendre, c'est choisir la création plutôt que l'attente.

Interconnexion des paiement mobiles



Yelii de Bender Mbazoa veut changer la donne en Afrique

A la tête de la startup Yelii, Bender Mbazoa s'attaque à l'un des grands défis du secteur financier africain : l'interconnexion des systèmes de Mobile Money. Son ambition est de fluidifier les transferts d'argent entre opérateurs et pays, en s'appuyant sur les infrastructures existantes pour offrir une expérience simple, rapide et accessible à tous les utilisateurs du continent.

P 7



Élevage

Comment Charles Djonko a transformé une série d'échecs en un empire du lapin au Cameroun

À 34 ans, Charles Djonko s'impose aujourd'hui comme l'une des figures les plus influentes de la cuniculture au Cameroun. Pourtant, derrière cette réussite se cache un parcours marqué par des échecs, des pertes financières et plusieurs remises en question.

P04

Siège social: Mini-prix Bastos-Tel.678875279

Emmanuel Neossi, l'audace qui redéfinit la filière cacao camerounaise

Dans un contexte où la transformation locale des matières premières reste un défi majeur pour les économies africaines, certains entrepreneurs font le choix de rompre avec les modèles classiques. Au Cameroun, Emmanuel Neossi s'impose comme l'une de ces figures audacieuses. À la tête de Neo Industry S.A., il incarne une vision ambitieuse : passer de la simple production à une industrialisation maîtrisée

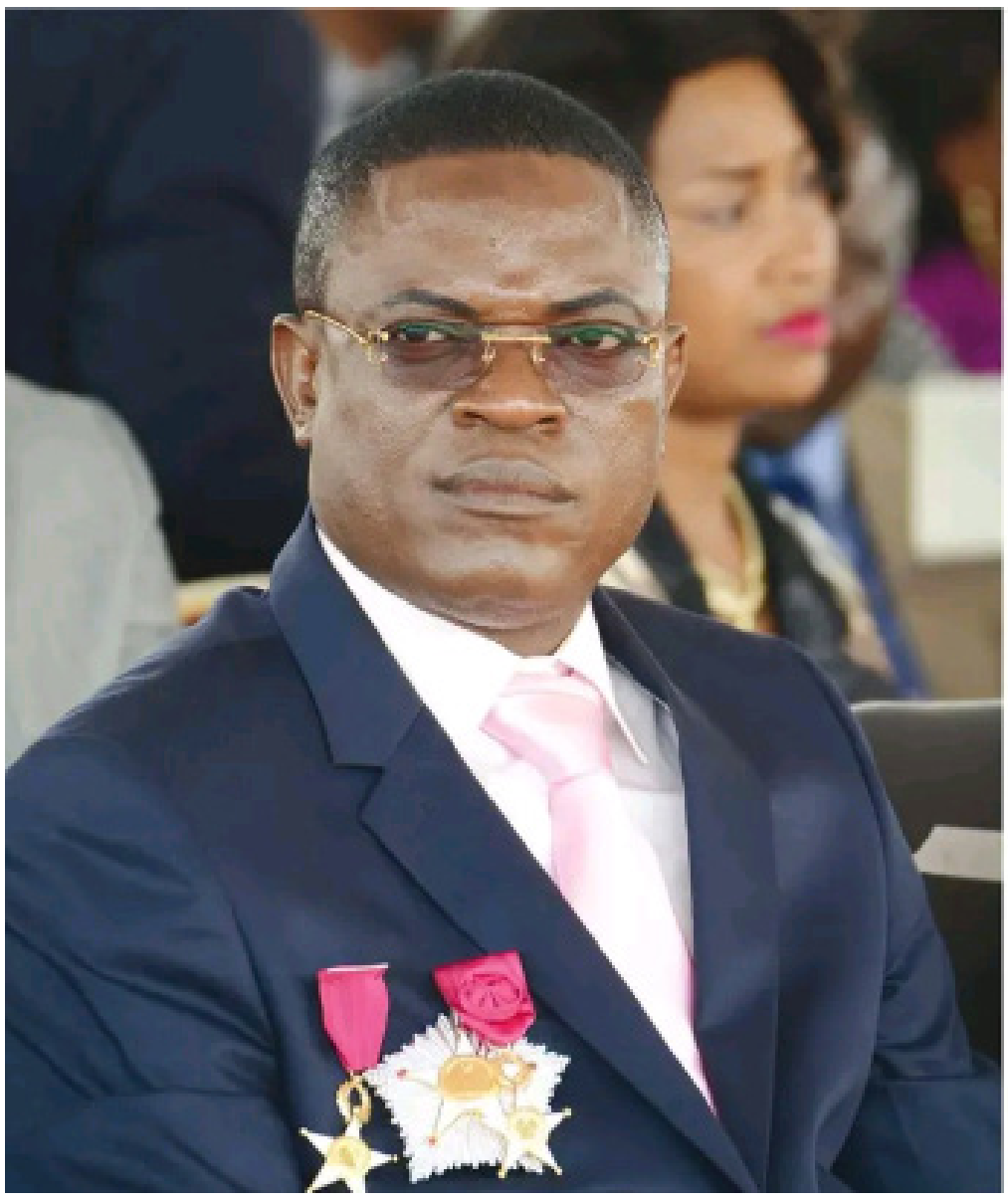
Raissa Fouda

Avant de s'imposer comme industriel, Emmanuel Neossi est avant tout un homme de terrain. Issu du monde rural, il fait ses premières armes dans la production de cacao, un secteur historiquement dominé par l'exportation brute.
Très tôt, il identifie les limites de ce modèle : faible création de valeur, dépendance aux marchés extérieurs et marges réduites pour les producteurs locaux. Là où beaucoup s'arrêtent à ce constat, il opte pour

un repositionnement stratégique : investir dans la transformation.

Ce choix marque un tournant décisif. Il ne s'agit plus seulement de produire, mais de transformer, valoriser et contrôler une plus grande part de la chaîne de valeur.
Neo Industry : une "startup industrielle" à fort impact
Fondée en 2015, Neo Industry S.A. s'inscrit dans une dynamique atypique. À mi-chemin entre startup et industrie lourde, l'entreprise porte une ambition claire : industrialiser le cacao camerounais.
Son cœur d'activité repose sur la transformation des fèves en produits semi-finis tels que le beurre, la poudre et la masse de cacao, destinés aussi bien aux marchés locaux qu'internationaux.
Mais au-delà des produits, c'est le modèle entrepreneurial qui interpelle :
investissements structurants
vision à long terme
capacité à innover dans un secteur traditionnel

Neo Industry se positionne ainsi comme un acteur de rupture dans la filière.
Structurer toute une filière : au-delà de l'entreprise
L'approche d'Emmanuel Neossi dépasse le cadre strict de l'entreprise. Sa stratégie repose sur la construction d'un véritable écosystème autour du cacao.
À travers des conventions et des partenariats stratégiques, Neo Industry agit sur plusieurs leviers :
encadrement et professionnalisation des producteurs
modernisation des pratiques agricoles
sécurisation des approvisionnements
mobilisation de financements
Cette vision systémique transforme l'entreprise en un véritable hub, capable d'impulser une dynamique globale dans la filière cacao.
Défis, contraintes et résilience
Comme toute initiative industrielle ambitieuse, le parcours de Neo Industry est jalonné de défis. Contraintes financières, logistique complexe, pression concurrentielle internationale : les obstacles sont nombreux.
Cependant, la résilience constitue l'un des piliers du projet.
L'entreprise a su activer plusieurs leviers pour maintenir sa trajectoire :
ajustements stratégiques
renforcement de la gouvernance
diversification des partenariats
Cette capacité d'adaptation témoigne de la solidité du modèle entrepreneurial porté par Emmanuel Neossi.



Un symbole de la nouvelle génération entrepreneuriale africaine

À travers son parcours, Emmanuel Neossi incarne une nouvelle génération d'entrepreneurs africains qui osent investir des secteurs exigeants, souvent délaissés au profit du numérique.
Son initiative rappelle une évidence souvent négligée : l'innovation en Afrique ne se limite pas aux technologies digitales.
Elle réside également dans la transformation des ressources locales et la montée en gamme des filières agricoles.
Neo Industry apparaît ainsi comme un cas d'école pour les jeunes entrepreneurs : une ambition locale, pensée pour un impact global.

Emmanuel Neossi ne se contente pas de produire du cacao, il en redéfinit les contours économiques. À travers Neo Industry, il démontre qu'il est possible de bâtir, au Cameroun, une industrie compétitive, créatrice de valeur et tournée vers l'international.
Son parcours illustre une conviction forte : l'avenir de l'économie africaine passe par la transformation locale et par des entrepreneurs capables de porter cette vision avec audace.

Forum sur les Questions Économiques

Yaoundé veut remettre le débat économique au cœur de l'action publique

Le Cameroun cherche de nouvelles pistes pour accélérer sa transformation économique. À l'heure où la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) entre dans une phase jugée décisive, acteurs institutionnels, experts et représentants du secteur privé se donnent rendez-vous le 23 avril 2026 à Yaoundé pour la première édition du Forum sur les Questions Économiques.

Raissa Fouda

Organisé au siège du Conseil Économique et Social (CES) dans le cadre des « Rencontres de Yaoundé », l'événement ambitionne de créer un espace permanent de dialogue autour des défis économiques du pays. L'annonce officielle a été faite le 20 avril dernier au cours d'une conférence de presse animée par la journaliste et promotrice Lucrèce Mebenga.

Faire émerger des solutions plutôt que dresser des constats

Dans un contexte marqué par les tensions économiques mondiales, la volatilité des marchés et les exigences croissantes de développement, les organisateurs veulent dépasser le simple exercice d'analyse.
L'objectif affiché est clair : produire des propositions capables d'alimenter les politiques publiques et d'accompagner la mise en œuvre de la SND30.
Pour Lucrèce Mebenga, cette rencontre doit permettre de rapprocher les différents acteurs de l'économie nationale autour d'une même vision.

« Nous voulons créer un cadre d'échanges où les idées peuvent déboucher sur des solutions concrètes pour le pays », a-t-elle expliqué devant la presse.

Le forum intervient alors que plusieurs observateurs estiment que le Cameroun doit renforcer l'efficacité de ses mécanismes économiques afin d'atteindre les ambitions de croissance fixées par la SND30.

Le CES comme espace de concertation nationale

Le choix du Conseil Économique et Social pour accueillir cette rencontre n'est pas anodin. Institution consultative placée au cœur du dialogue entre l'État et les forces vives de la Nation, le CES entend jouer pleinement son rôle dans la réflexion sur les enjeux économiques actuels.
Son Secrétaire général, Zacharie Ngoumbe, a insisté sur la nécessité d'ouvrir davantage les débats économiques aux citoyens, aux experts et aux acteurs de terrain afin d'évaluer concrètement l'impact des politiques publiques.

À travers cette initiative, les organisateurs souhaitent également renforcer la culture du débat économique au Cameroun, dans un contexte où les questions de financement, d'emploi, d'industrialisation et de souveraineté économique occupent une place centrale.
Résilience économique et mobilisation des ressources au centre des échanges



Les travaux du forum seront pilotés par un comité scientifique coordonné par le professeur Christophe Mbassi. Plusieurs thématiques stratégiques seront abordées, notamment la mobilisation des ressources financières, la résilience économique face aux crises internationales ainsi que l'anticipation des chocs géopolitiques.
Les participants devront notamment réfléchir aux mécanismes permettant au Cameroun de mieux résister aux fluctuations des prix du pétrole et aux perturbations économiques mondiales qui impactent directement les économies africaines.
Au-delà du diagnostic, les organisateurs espèrent faire émerger des recommandations pratiques susceptibles d'accompagner les décideurs publics et les investisseurs.
Une dédicace pour prolonger la réflexion économique

En marge du forum, une séance de dédicace des tomes 1 et 2 de l'ouvrage Questions Économiques viendra enrichir les échanges. Signée par Lucrèce Mebenga, cette publication rassemble plusieurs années de réflexions, d'analyses et d'entretiens consacrés aux problématiques économiques du Cameroun et de l'Afrique.
À travers cette première édition, le Forum sur les Questions Économiques entend ainsi s'imposer comme une nouvelle plateforme de réflexion et de propositions au service du développement économique national.

Élevage

Comment Charles Djonko a transformé une série d'échecs en un empire du lapin au Cameroun

À 34 ans, Charles Djonko s'impose aujourd'hui comme l'une des figures les plus influentes de la cuniculture au Cameroun. Pourtant, derrière cette réussite se cache un parcours marqué par des échecs, des pertes financières et plusieurs remises en question.

Raissa FOUDA

Professeur de formation, le jeune entrepreneur décide dès 2015 de se lancer dans des activités génératrices de revenus afin de diversifier ses sources de revenus. Il expérimente tour à tour l'élevage porcin, l'apiculture puis la restauration. Mais toutes ces initiatives échouent. Refusant d'abandonner l'entrepreneuriat, Charles Djonko adopte alors une approche plus méthodique. En 2016, après la soutenance de son mémoire de master en histoire, il mène une véritable étude de terrain sur les habitudes de consommation au Cameroun. Son analyse révèle un fait concret : la viande de lapin est très demandée mais peu disponible sur le marché national.

Le problème ne vient donc pas du manque de consommateurs, mais plutôt de l'insuffisance des producteurs. Il découvre également que le lapin possède plusieurs avantages économiques : une forte capacité de reproduction pouvant atteindre jusqu'à 16 lapereaux par portée, plusieurs mises bas par an et une rentabilité intéressante

pour les éleveurs.
Avec des moyens limités, il lance sa première ferme construite en bois avec des cages en bambou. Mais quelques mois plus tard, une épidémie décime presque tout son élevage. Là encore, il refuse de céder au découragement. Il identifie les causes de cet échec : manque de formation technique, insuffisance des équipements et faible maîtrise sanitaire.
Pour corriger ces faiblesses, il intègre un centre spécialisé en élevage afin d'acquérir des compétences professionnelles. Cette formation lui permet d'améliorer ses méthodes de production. Toutefois, une nouvelle épidémie de diarrhée frappe son exploitation et entraîne encore d'importantes pertes.
Face à cette situation, Charles Djonko transforme sa ferme en espace d'expérimentation. Après plusieurs mois de recherches, il met au point un produit vétérinaire naturel à base de plantes baptisé « Manuc Plus », destiné à lutter contre certaines maladies chez les lapins.

Ce produit marque un tournant dans son parcours entrepreneurial. Pendant la préparation de sa thèse doctorale consacrée à l'entreprise TotalEnergies, il s'inspire des stratégies de déploiement des multinationales pour structurer le développement commercial de sa marque. Résultat : le produit Manuc Plus est aujourd'hui commercialisé dans 14 pays africains.

En 2017, alors qu'une opportunité de départ au Canada s'offre à lui, l'entrepreneur choisit finalement de rester au Cameroun. Un choix motivé par sa conviction qu'il est possible de bâtir une entreprise prospère localement.
L'évolution de ses activités prend une nouvelle dimension en 2021 lorsqu'il collabore avec Dr Claudel Noubissie pour



développer une stratégie de communication digitale autour de ses projets. Les contenus vidéos publiés sur les réseaux sociaux renforcent considérablement la visibilité de son entreprise.
Aujourd'hui, son entreprise « Mange Lapin » figure parmi les références de la filière cunicole au Cameroun. L'entreprise forme des éleveurs de plusieurs nationalités, accompagne de nombreux jeunes Camerounais et rachète leur production pour alimenter restaurants, hôtels, services traiteurs, boucheries et particuliers.

À travers son parcours, Charles Djonko illustre l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles qui misent sur l'innovation, la recherche et la transformation locale pour bâtir des entreprises durables en Afrique.



ISTAPA

L'école qui mise sur les métiers avant les diplômes

« Qu'est-ce que je sais faire dans la vie ? » C'est la question centrale à laquelle l'Institut Supérieur des Technologies Agro-Pastorales (ISTAPA) répond par la pratique. Ce jeudi 30 avril 2026, le complexe a ouvert ses portes au public et à la presse pour une immersion au cœur de ses ateliers, là où se forge l'expertise de demain.

Raissa Fouda

Le ton est donné dès l'entrée du site par le promoteur d'ISTAPA, Dzali Dikapa Aimyll Prosperre, qui a personnellement conduit la visite guidée. « Ma motivation était de professionnaliser l'enseignement. Amener les apprenants à être capables, à la sortie, de dire ce qu'ils savent faire, autrement qu'en disant : j'ai obtenu mon diplôme », explique-t-il avec conviction.

Fidèle à cette philosophie, l'établissement s'inscrit dans le cap fixé par les autorités camerounaises en matière d'employabilité des jeunes. L'institut est adossé à un Centre de Formation Professionnelle (CFP) dynamique, permettant un transfert de compétences immédiat entre la théorie académique et la réalité du terrain.

Une vitrine d'innovations technologiques et agropastorales

La journée portes ouvertes a permis de passer en revue des solutions innovantes qui font la particularité d'ISTAPA. Les visiteurs ont notamment été impressionnés par :

La Pisciculture Intelligente : Un système d'échange d'eau automatisé par une turbine alimentée par des énergies renouvelables. Une démonstration concrète de la fusion entre tech et élevage.

Les Merveilles du Biogaz : Une solution énergétique durable présentée et fortement appréciée par les visiteurs, illustrant l'engagement de l'école pour l'environnement.

Diversité d'Élevages : Des ateliers dédiés à la production de champignons, à l'élevage d'annetons, de lapins et de différentes races de poulets, montrant l'étendue des opportunités offertes aux apprenants.

Agropastoral, énergie renouvelable, environnement : les filières phares



ISTAPA propose deux parcours distincts pour répondre à tous les profils :

Le Centre de Formation Professionnelle : Une formation intensive de 6 mois, orientée 100% métiers, débouchant sur un certificat de Qualification Professionnelle.

ISTAPA Institut Supérieur : Un cursus académique complet (BTS, HND, Licence, Master) pour ceux qui souhaitent approfondir l'expertise managériale et technique.

Un engagement social fort

Au-delà de l'aspect technique, l'institut réaffirme sa dimension humaine. Depuis avril 2026, un programme social permet à des pensionnaires d'orphelinats et à des personnes en situation de handicap d'accéder gratuitement à ces formations de pointe.

« L'objectif ici, c'est de permettre aux jeunes de pouvoir apprendre des métiers. Ce n'est pas de chercher de l'argent. Ce sont des coûts abordables, des coûts sociaux », rappelle Dzali Dikapa Aimyll Prosperre. En équipant gratuitement ces jeunes vulnérables, ISTAPA leur donne les clés pour s'installer à leur propre compte et devenir des acteurs autonomes de l'économie camerounaise.



Bourse

La SEMC ouvre davantage son capital aux petits investisseurs

La Société des eaux minérales du Cameroun (SEMC), filiale de la Société anonyme des boissons du Cameroun (SABC), veut rendre l'investissement boursier plus accessible au grand public. L'entreprise prévoit en effet une opération de fractionnement de ses actions, une démarche qui pourrait permettre à davantage de Camerounais d'entrer au capital de la société.

Oumarou Korlo

Derrière cette décision technique se cache une ambition claire : réduire le coût d'accès aux titres de la SEMC et attirer de nouveaux investisseurs, notamment les jeunes actifs, les épargnants et les petits porteurs souvent freinés par le prix élevé des actions cotées en Bourse.

Avec cette opération, la valeur nominale de l'action sera fixée à 625 FCFA. Chaque action ancienne sera convertie en 16 actions nouvelles, sans modification du capital social de l'entreprise. Autrement dit, la valeur globale des avoirs des actionnaires reste inchangée, mais le nombre de titres détenus augmente considérablement.
Cette stratégie est fréquemment utilisée par les entreprises souhaitant améliorer la fluidité des échanges sur le marché financier. En multipliant le nombre d'actions disponibles et en réduisant leur prix unitaire, la SEMC espère dynamiser les transactions autour de son titre et susciter un intérêt plus large auprès du public.

Dans un contexte où l'éducation financière et la culture boursière restent encore limitées dans plusieurs pays africains, cette initiative pourrait également contribuer à rapprocher les populations du marché financier régional. Pour certains observateurs, ce type d'opération envoie un signal positif sur la confiance de l'entreprise dans ses perspectives de croissance.
Acteur important du secteur des boissons et des eaux minérales au Cameroun, la SEMC poursuit ainsi une stratégie qui allie attractivité financière et ouverture progressive de l'investissement au plus grand nombre.



Equipe du journal

Directrice de Publication: Rissa FOUDA
Rédacteur en Chef : Martin Donald NGANE
Directrice Commerciale et Marketing: Raissa FOUDA
Rédaction
Raissa FOUDA
Martin Donald NGANE
Oumarou Korlo
Jean-Marie KENMOGNE
INFOGRAPHIE : Mac Donald
IMPRIMERIE : JV-GRAPH

Startup mindset dans la science

Le MINRESI et 2iE misent sur l'innovation pour transformer la recherche

Le Cameroun franchit un nouveau cap dans sa stratégie de modernisation scientifique. Un accord-cadre de partenariat a été signé le 21 avril 2026 à Yaoundé entre le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) et l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE), avec l'ambition de dynamiser la recherche, l'ingénierie et l'innovation au service du développement.

Raissa Fouda



Dans une dynamique inspirée du startup mindset, le Cameroun veut renforcer la connexion entre recherche scientifique, innovation et applications concrètes.
C'est dans ce cadre que s'inscrit la signature d'un accord stratégique entre le MINRESI et l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, 2iE – Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement.
L'accord a été paraphé à Yaoundé par le Dr Madeleine Tchuinte, ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, et El Hadji Bamba Diaw, Directeur général de 2iE.

Un partenariat tourné vers l'innovation et les solutions concrètes

Cet accord-cadre vise à renforcer la coopération scientifique entre les deux institutions, avec un accent particulier sur la recherche appliquée, l'innovation technologique et l'ingénierie environnementale.
Les principaux axes de collaboration portent sur :
le développement de projets de recherche conjoints ;
le renforcement des capacités des chercheurs et ingénieurs ;
la promotion de solutions innovantes adaptées aux défis locaux ;
et l'appui à la formation pratique des étudiants.

Une opportunité pour les jeunes chercheurs et étudiants

Au-delà des institutions, ce partenariat ouvre de nouvelles perspectives pour les étudiants et jeunes chercheurs camerounais.
Il prévoit notamment des programmes de stages, d'échanges académiques et de recherche collaborative.
Cette approche vise à rapprocher la formation académique des réalités du terrain, tout en favorisant l'émergence d'une nouvelle génération d'ingénieurs et d'innovateurs capables de répondre aux défis du développement.

Innovation, eau et environnement au cœur des priorités

Dans un contexte marqué par les enjeux climatiques, la gestion durable des ressources naturelles et les défis urbains, la coopération avec 2iE apparaît comme un levier stratégique.
Elle permettra de développer des solutions scientifiques et techniques dans des domaines clés tels que l'eau, l'environnement et les infrastructures durables.

Vers un écosystème scientifique plus compétitif

Ce partenariat s'inscrit dans la vision du Cameroun de renforcer son système de recherche et de positionner la science comme moteur de croissance économique.
En adoptant une approche proche de la culture startup axée sur l'innovation, l'expérimentation et l'impact les autorités entendent accélérer la transformation du secteur scientifique.
Avec cet accord, le Cameroun et 2iE posent les bases d'une coopération tournée vers l'avenir, où la science devient un véritable levier d'innovation, de compétitivité et de développement durable.

Agritech Innovation Challenge 2026

15 startups récompensées pour révolutionner l'agropastoral par le numérique

Yaoundé a abrité la cérémonie de clôture de la deuxième édition de l'Agritech Innovation Challenge (AIC) 2026, une initiative phare du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC), visant à stimuler l'innovation digitale dans le secteur agropastoral.

Raissa FOUDA

Organisé sous la tutelle du Ministère des Postes et Télécommunications avec l'appui de la Banque mondiale, en collaboration avec le MINADER et le MINEPIA, ce programme ambitionne de promouvoir l'inclusion numérique et l'utilisation des solutions digitales au service des chaînes de valeur agricoles, animales et halieutiques.

Un parcours compétitif national structuré

L'édition 2026 de l'Agritech Innovation Challenge a mobilisé l'ensemble du territoire national autour d'un processus rigoureux de sélection.
Au départ, 213 idées innovantes ont été soumises via la plateforme officielle du concours. À l'issue d'une première phase d'évaluation, 97 projets ont été présélectionnés, avant les sélections régionales organisées dans quatre grands pôles :
Centre, Sud et Est à Yaoundé
Adamaoua, Nord et Extrême-Nord à Garoua
Ouest et Nord-Ouest à Bafoussam
Littoral et Sud-Ouest à Limbé
Ce processus a permis de retenir 25 start-ups finalistes, admises au Bootcamp national, une étape décisive destinée à renforcer leurs plans d'affaires et leur capacité de présentation.
Le Bootcamp : un tremplin pour les finalistes
Le Bootcamp a constitué un cadre intensif de formation, de mentorat et de perfectionnement des projets. Les jeunes entrepreneurs y ont affiné leurs modèles économiques, consolidé leurs solutions technologiques et préparé leur passage devant le jury national.
À l'issue de cette phase, seuls 15 lauréats ont été retenus pour le palmarès final.
15 lauréats pour transformer l'agriculture camerounaise
Ces quinze startups primées bénéficieront d'un appui financier et technique pouvant atteindre 40 millions de FCFA chacune, afin de soutenir le développement et la mise en œuvre de leurs solutions sur le terrain.
Selon les organisateurs, ces innovations seront progressivement mises à la disposition des producteurs agropastoraux, afin d'améliorer la productivité, la commercialisation et la résilience climatique.

Une vision portée par le PATNUC et le gouvernement

Pour le Coordonnateur national du PATNUC, cette initiative constitue un levier majeur de transformation :
« Ce projet vise à renforcer l'inclusion numérique et à promouvoir l'adoption des solutions digitales innovantes dans les chaînes de valeurs agro-pastorales. Les enseignements tirés de cette édition permettront d'améliorer davantage les prochaines éditions. »
De son côté, la Ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Li Likeng, a salué la maturité des solutions présentées :
« Ces porteurs de solutions ont démontré que le numérique peut contribuer à la modernisation des chaînes de valeur liées à l'agriculture, à la pêche et à l'élevage. L'Agritech Innovation Challenge est un cadre de mobilisation des idées et des initiatives en faveur d'un secteur central dans notre économie. »
Elle a également souligné que cette édition a mis en lumière des projets capables d'améliorer l'accès à l'information, la gestion des exploitations, la traçabilité des produits et l'accès au financement agricole.



Des innovations à fort impact
Parmi les solutions les plus remarquées figure LightCow, une technologie intelligente de gestion du bétail basée sur le LoRaWAN. Présentée par Yves Bertrand Solaga, cette solution permet de suivre les animaux en temps réel, de réduire les pertes liées au vol et d'optimiser la reproduction dans les exploitations.
Déjà déployée dans la région de l'Adamaoua sur plusieurs milliers de têtes de bétail, elle représente une avancée significative pour le secteur de l'élevage.
Autre innovation marquante, AgriCam IA, développée par Kenfack Chaude Priscy Steffe, est une application mobile basée sur l'intelligence artificielle. Elle accompagne les producteurs dans leurs décisions agricoles et intègre une marketplace facilitant l'accès au marché.

Une nouvelle dynamique pour le secteur agropastoral

Avec cette deuxième édition, l'Agritech Innovation Challenge confirme son rôle de catalyseur de la transformation numérique du secteur agropastoral camerounais.
En connectant innovation, jeunesse et développement rural, le PATNUC et ses partenaires entendent bâtir un écosystème durable, capable de répondre aux défis de productivité, de commercialisation et d'adaptation climatique.
Cette édition 2026 marque ainsi une étape décisive dans la modernisation de l'agriculture camerounaise par le numérique.



Diplomatie parlementaire

Éric Ngueguim et le PEC reçus en haute audience à l'Assemblée Nationale

Dans une démarche de plaidoyer institutionnel sans précédent, une délégation de haut niveau du Parti Écologique du Cameroun (PEC), conduite par son Président National Éric Ngueguim, a été reçue au palais de Verre de Ngoa-Ekellé. Cette rencontre marque un tournant dans l'intégration de l'écologie politique au sommet de l'État

Donald NGANE

Le leadership d'Éric Ngueguim au cœur de l'offensive verte

S'il est une leçon à tirer de cette audience accordée par le Président de l'Assemblée Nationale, S.E. Theodore Datouo, c'est bien la reconnaissance du poids croissant du PEC sur l'échiquier national. Sous l'impulsion d'Éric Ngueguim, le parti ne se contente plus de la sensibilisation de terrain ; il s'invite désormais à la table des décideurs pour influencer les politiques publiques.

Le Président National du PEC, par sa vision pragmatique, a su constituer une équipe de choc pour ce rendez-vous stratégique. Accompagné de ses lieutenants Bertin Abouem (Vice-président), Rostand Kamwa (Secrétaire Général) et Arsène Ngaguin (Communication), Éric Ngueguim a fait la démonstration d'un leadership structuré, capable de porter des dossiers techniques complexes face aux hauts responsables de la Chambre Basse.

Un dialogue constructif pour un Cameroun durable

Côté Assemblée nationale, l'accueil a été à la hauteur des enjeux. Autour de S.E. Theodore Datouo, on notait la présence de figures clés telles que S.M. Issa Abba (Conseiller Technique) et Éric Djouhou (Chef de Cabinet du PAN).

Les échanges, décrits comme « fructueux et constructifs », ont révélé une convergence de vues frappante. L'institution parlementaire, par la voix de son représentant, a exprimé une adhésion totale à la vision du PEC, notamment sur :

La promotion des énergies renouvelables comme levier de croissance.

L'intégration systématique de l'écologie dans les futures lois de la République.

La valorisation de l'expertise citoyenne pour accompagner les transformations structurelles du pays.

Un satisfecit institutionnel pour le PEC

Le moment fort de cette audience restera sans doute l'hommage appuyé rendu par le Président de l'Assemblée nationale à la « dynamique du parti ». Il a souligné l'importance pour le Cameroun de s'appuyer sur des leaders engagés et des cadres de qualité pour bâtir le développement de demain.

« Le PEC est prêt. Nous sommes une force de proposition et un partenaire de confiance pour les institutions », a laissé entendre la délégation.

En réaffirmant sa disponibilité à accompagner l'État, Éric Ngueguim positionne le PEC non pas comme une opposition de principe, mais comme un partenaire stratégique indispensable. Ce leadership, fondé sur la compétence et la responsabilité, dessine les contours d'un Cameroun résolument tourné vers un avenir durable.





Interconnexion des paiement mobiles

Yelii de Bender Mbazoa veut changer la donne en Afrique

À la tête de la startup Yelii, Bender Mbazoa s'attaque à l'un des grands défis du secteur financier africain : l'interconnexion des systèmes de Mobile Money. Son ambition est de fluidifier les transferts d'argent entre opérateurs et pays, en s'appuyant sur les infrastructures existantes pour offrir une expérience simple, rapide et accessible à tous les utilisateurs du continent.

Raissa Fouda

Dans un continent où le Mobile Money est devenu un outil central de la vie économique, les transferts d'argent restent paradoxalement complexes dès qu'ils franchissent les frontières des opérateurs ou des pays.
C'est ce constat, vécu directement sur le terrain par son fondateur Bender Mbazoa, qui a donné naissance à Yelii.
« Le problème, je l'ai vécu moi-même et je l'ai vu tous les jours autour de moi », explique-t-il.
Au Cameroun, au Gabon ou encore au Bénin, les utilisateurs se retrouvent souvent bloqués par la fragmentation des services : Orange Money, MTN Mobile Money ou Airtel Money fonctionnent, mais restent difficilement interconnectés pour le grand public.
Pourtant, selon lui, l'infrastructure existe déjà. Le véritable enjeu n'est donc pas technologique, mais d'usage : rendre ces systèmes compatibles, simples et accessibles.

Yelii : une couche d'interconnexion au-dessus des systèmes existants

Contrairement à une fintech traditionnelle qui chercherait à remplacer les acteurs en place, Yelii se positionne comme une couche d'interconnexion.
La startup ne crée pas un système financier parallèle. Elle s'appuie sur les infrastructures existantes opérateurs, banques et cadres réglementaires pour faciliter leur interaction.
Son objectif est clair : rendre la circulation de l'argent aussi fluide que celle des messages sur internet.
Construire la confiance : le véritable défi des startups africaines
Au-delà de la technologie, le principal obstacle rencontré par Yelii est humain et structurel.
Dans l'écosystème africain, les jeunes startups doivent composer avec un manque de confiance généralisé. Les utilisateurs exigent des preuves, les partenaires des garanties, et les investisseurs des résultats concrets avant tout engagement.
« Le plus difficile, ce n'est pas la technologie, c'est de construire la confiance », souligne Bender Mbazoa.
À cela s'ajoute une complexité réglementaire importante : chaque pays possède ses propres règles, ses opérateurs et ses spécificités. Construire une solution régionale demande donc patience, adaptation et rigueur.

Les réalités souvent ignorées de l'entrepreneuriat africain

Derrière les récits de levées de fonds et de success stories, la réalité est plus rude.
L'entrepreneuriat en Afrique repose avant tout sur la résilience : nuits sans sommeil, ressources limitées, et incertitude permanente. Au début, peu de personnes croient réellement au projet.
Autre erreur fréquente selon le fondateur de Yelii : négliger le terrain. Une startup ne peut pas être construite uniquement depuis des slides ou des théories. Elle doit s'ancrer dans les usages réels des populations.
Dans ce contexte, les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle jouent toutefois un rôle accélérateur. Elles permettent aujourd'hui à de petites équipes de développer plus rapidement des produits, de tester des idées et de réduire certaines barrières techniques.
Une ambition claire : connecter les paiements africains
Dans un marché du Mobile Money déjà très développé, Yelii se différencie par sa vision régionale.
La startup se concentre sur :
les transferts entre différents opérateurs,
les paiements transfrontaliers en Afrique centrale et de l'Ouest,
les solutions pour les commerçants et entreprises opérant sur plusieurs marchés.
L'objectif est de répondre à des besoins concrets : faciliter les paiements entre pays africains sans que l'utilisateur ne ressente la complexité des systèmes sous-jacents.

Vers une Afrique financièrement interconnectée

L'avenir des paiements en Afrique semble déjà engagé vers plus d'intégration. Des institutions comme la BCEAO en Afrique de l'Ouest ou le GIMAC en Afrique centrale travaillent à renforcer l'interopérabilité des systèmes financiers.
Pour Bender Mbazoa, cette évolution est une opportunité majeure.
Dans les cinq prochaines années, les échanges intra-africains devraient s'intensifier : commerce transfrontalier, freelancing continental, développement des PME régionales. Tous auront besoin de solutions de paiement simples, rapides et unifiées.

La vision de Yelii
À long terme, Yelii ambitionne de devenir une infrastructure invisible mais essentielle de l'économie numérique africaine.
Non pas une application de plus, mais une couche d'interconnexion qui permet aux utilisateurs de ne plus penser aux frontières techniques entre opérateurs et pays.
Une vision résumée en une idée simple : faire circuler l'argent africain avec la même fluidité que les informations sur internet.



Santé animale en Afrique centrale

Yaoundé accélère la riposte régionale contre la peste des petits ruminants

Face à la persistance de la peste des petits ruminants en Afrique centrale, Yaoundé accueille depuis le 21 avril 2026 un atelier régional stratégique réunissant les pays de la CEEAC, la FAO et l'Union africaine. Objectif : harmoniser les systèmes de surveillance, renforcer les capacités techniques et accélérer la marche collective vers l'éradication de cette maladie animale transfrontalière d'ici 2030.

Raissa Fouda

La capitale camerounaise abrite un atelier de trois jours consacrés au renforcement des capacités de surveillance de la peste des petits ruminants (PPR) et des autres maladies animales transfrontalières.
Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du Programme panafricain d'éradication de la PPR, porté par l'FAO, l'UA-BIRA et les partenaires régionaux.
Maladie virale hautement contagieuse touchant les ovins et caprins, la PPR entraîne des pertes économiques considérables et fragilise la sécurité alimentaire de millions de ménages ruraux. En Afrique centrale, où l'élevage constitue un pilier de subsistance, elle demeure endémique dans plusieurs pays, limitant les échanges commerciaux et la productivité du secteur.

Une stratégie continentale alignée sur l'objectif 2030

Depuis l'adoption en 2015 de la stratégie mondiale d'éradication, la lutte contre la PPR s'est structurée autour d'une vision commune : son élimination à l'horizon 2030. Cette ambition a été réaffirmée par les États africains à travers la feuille de route continentale 2023-2027 et les engagements récents du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (CAADP 2026-2035).
Selon les données présentées par la FAO, les efforts déjà entrepris ont permis :
la formation de plus de 210 experts dans 79 pays,
la distribution de plus de 100 millions de doses de vaccins en cinq ans,
et la mise en place de réseaux scientifiques renforcés avec les communautés économiques régionales.

Yaoundé, plateforme de coordination technique régionale

Organisé à l'hôtel Hôtel Merina, l'atelier de Yaoundé marque une étape clé dans l'harmonisation des approches de surveillance au sein de la CEEAC.
Les travaux portent notamment sur :
la surveillance épidémiologique basée sur les risques,
la cartographie des zones à forte vulnérabilité,
la redynamisation des réseaux RESEPI et RESOLAB,
et l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données sanitaires.
Pour les experts, la surveillance constitue le socle de toute stratégie efficace. Elle permet la détection précoce, la réponse rapide et le suivi des interventions, tout en contribuant à la certification des zones indemnes.

Une approche collective face à une maladie transfrontalière

Les participants insistent sur la nature transfrontalière de la PPR, qui impose une coordination renforcée entre États.
Les mouvements de bétail et les échanges commerciaux



régionaux étant des facteurs de propagation, seule une approche collective peut garantir un contrôle durable.
Le Coordonnateur régional du programme PPR en Afrique centrale a rappelé que cette maladie, proche de la peste bovine aujourd'hui éradiquée, reste un défi majeur pour les populations rurales. Elle se manifeste par des symptômes respiratoires, digestifs et une forte mortalité chez les petits ruminants.
Des acquis importants mais des défis persistants
Malgré les progrès enregistrés, plusieurs défis freinent encore la lutte :
couverture vaccinale insuffisante,
capacités de diagnostic limitées,
surveillance active encore à renforcer dans certains pays.
Des initiatives comme le projet PRODEL, soutenu par la Banque mondiale et mis en œuvre au Cameroun, contribuent néanmoins à améliorer la réponse sanitaire à travers la vaccination et le renforcement des services vétérinaires.

Vers une sécurité sanitaire animale durable

Les partenaires techniques et financiers, dont la FAO, l'Union européenne, la Banque mondiale, ainsi que l'OMSA, réaffirment leur engagement à accompagner les États.
L'objectif est clair : bâtir un système de surveillance intégré, participatif et durable, capable de protéger les économies rurales et de renforcer la résilience des communautés.
Une dynamique collective pour 2030
L'éradication de la PPR à l'horizon 2030 reste ambitieuse mais atteignable, à condition de consolider les efforts nationaux et régionaux. L'atelier de Yaoundé s'impose ainsi comme un cadre stratégique pour transformer cette ambition en résultats concrets au service de la sécurité alimentaire et du développement durable en Afrique centrale.

PUBLICITÉ

POLITIQUE/ ÉCONOMIE/ INTERNATIONAL / SOCIAL

Ango Mineral Water

Idéale pour la santé de votre bébé



